L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 11 JUIN 1861.

G. F. WEISSE F. LIMET. N. DUFOUR G. BARBY } Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
MARDI MATIN, 11 JUIN.

A nos Abonnés.

Quelques imitations ayant eu lieu dans le personnel de nos porteurs, nos abonnés à l'anonce ou à la semaine qui ne recevraient pas régulièrement le journal, sont priés d'en donner avis à l'administration.

Voir la seconde page, pour:

Le Feuilleton
Le Bulletin Commercial,
Le Marché aux Bestiaux,
Le Départ des Steamers et Bateaux.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 20 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à Remettre de ce jour.

Par E. Kohn & Co., 48 et 50, Vieille Levee — Marchandises sèches.

Par le shérif, à midi, à l'Hôtel de la Cité, rue de la Commune — De beaux terrains propres à bâtir, situés rue des Champs. Aussi à la même heure et même place — Le bateau à vapeur Roebuck, sa machine, ses mats, etc.

Le parti républicain.

Un disciple de l'école doctrinaire, un élève de M. Guizot, le comte Agenor de Gasparin, a mis pour épigraphe à un livre qu'il vient de publier sur la dernière élection présidentielle aux Etats-Unis, ces mots de Tacite: "Un grand peuple qui se relève." S'il avait voulu dire que l'avènement au pouvoir d'Abraham Lincoln allait produire une de ces révolutions dans lesquelles un peuple se retrempe et se régénère, il eût peut-être prophétisé juste. Mais en appliquant les paroles dont il s'est servi au triomphe du parti républicain, il a prouvé combien il est facile de se tromper quand on juge à distance et sur de simples apparences. Son erreur est d'ailleurs excusable quand on songe au nombre immense de dupes qui dans ce pays, se sont laissé entraîner à faire partie de l'organisation des républicains noirs.

Grouper autour d'une secte sans importance tous les éléments mécontents des anciens partis, rallier toutes les opposants en profitant habilement des fautes des administrations démocratiques, savoir enflammer les masses pour une cause qui disant humanitaire qu'il était qu'un prétexte, et réussir à former un grand parti pour atteindre au pouvoir, telle a été l'œuvre d'une clique de politiques sans principes, sans moralité et sans honneur, et cette œuvre a été menée à bien en moins de dix ans. Ce succès peut s'expliquer par différentes causes, qu'il le entre pas dans notre cadre de développer ici. Nous voulons seulement constater à l'aide des faits que nous allumons des chefs de ce parti, que nous disons des hommes des politiques sans foi, ni loi, ni vergogne, ne sont partout aux deux classes d'hommes des sectateurs avides de pouvoir, et des spéculateurs avides de gain.

On a vu, au lendemain de la prise de possession de la Maison Blanche par M. Lincoln, une meute de chercheurs de places s'abattre sur Washington comme les corbeaux sur un champ de bataille, et jusque, depuis la fondation de la République américaine, on n'avait été témoin de pareil acharnement et de pareilles disputes. A ce spectacle seul il était permis de juger qu'il y avait eu dans la victoire des républicains toute le triomphe l'ancienne idée.

Enfin les chefs ont fait des compromis et se sont partagés les dépouilles. Le cabinet s'est organisé et les républicains se sont mis d'accord pour rester au pouvoir. La guerre est déclarée, et la politique de conciliation a l'emporte. Dans quel but? Dans quel intérêt?

Sagit-il de préserver l'Union? mais elle est déjà compromise—de la rétablir en allant soutenir les prétentions des Etats du Sud? Mais il n'y a pas d'unionistes au Sud, et l'Union entre des Etats égaux et souverains ne se maintient pas par la force des baïonnettes.

Non, il s'agit d'autre chose que de guerre pour pouvoir remuer les millions à la pelle et satisfaire toutes les convoitises. On va lever cent deux cents, trois cent mille hommes qu'on jettera sur les frontières du Sud. La, on se trouvera face à face avec une armée égale en nombre, supérieure en vaillance, et il arrivera au moment où l'on connaît cette vérité si simple que la conquête du Sud est impossible. Mais en aura dépensé deux cents millions que le Congrès ouvrera les yeux fermés au nom du salut public—et le tour sera fait.

Ce ne sont pas là de pures suppositions. C'est de chiffres que nous trouvons écrits dans les journaux du Nord qui nous parviennent chaque jour. On se rappelle que nous parvinrent chaque fois les fraudes plus ou moins coûteuses avides se permettent dans chaque armée et de ces contractants sans scrupules qui, jusqu'à ces jours, ont cependant ne se rendent exceptionnellement coupables. Ce sont des opérations gigantesques, de ces spéculations sur une large échelle digne du genie marchand des Yankees, que nous trouvons rapportées dans nos échanges. La gêne, les fausses bottes de fortunes énormes, celui et dans les coulisses, et dans les antichambres, au quartier dans les ministères, et le gouvernement des Etats-Unis commence en ce genre de trafic aux généraux.

En Pennsylvanie, le gouverneur Curtin a dépensé à notre d'une affectation de trois millions de dollars avec la soupiesse d'un prestidigitateur. Le scandale est si grand que la population de cet Etat est soumise d'indignation et demande à grands cris la démission de ce fonctionnaire prodigue. Dans l'Ohio, les fonds alloués ont été dépensés avec la même impudeur, et les volontaires ont été laissés tellement au dépourvu qu'on les appelle "les régiments de pauvres" comme on appelle ceux de la Pennsylvanie "les régiments en haillons". Le gouverneur Dennison, et le gouverneur Curtin ne sont pas les seuls hauts personnages sur les quels les soupçons se portent.

Il existe environ du *Courrier des Etats-Unis* du 31 mai, permet de juger de la manière dont sont traités les régiments de New-York.

Hier sont arrivés environ 500 hommes du 28e qui, s'est dit, ont été mal traités. On se rappelle que ce régiment avait campé un temps à Jefferson, et, dans les conditions les plus défavorables. Une fois à Washington, ils n'étaient trouvé guère mieux traités, et, au moment de partir, ils étaient la majorité des soldats s'y sont refusés, en déclarant qu'ils voulaient bien servir trois mois, mais non pas trois ans. Ceux qui sont revenus à New-York se trouvent dans un état pitoyable et beaucoup ne semblent que vouloir mourir de désespoir. Ce n'est malheureusement là que la révélation d'un des plus graves inconvénients que nous réserve l'avenir, lorsque le mécontentement des corps qui partent au pour le premier fois sur des théâtres des milliers d'hommes se trouvera et sans ressources.

On voit par ces incidents que le 28ème n'est pas le seul corps ayant eu à se plaindre des injustices et des mauvaises contractions du comité d'approvisionnement. Les 79ème, qui doit partir tous les jours depuis une semaine, a été bien autrement maltraité, à l'heure qu'il est, après tant de valse attendre, la moitié des hommes n'ont encore ni armes, ni sacs, ni les chaussures qu'on doit leur fournir.

Les généraux républicains voient les nègres qu'ils ont eu besoin pour exécuter leurs travaux, mais ils refusent de recevoir les femmes et les enfants de ces nègres, car ils ne se soucient pas de nourrir des bouches inutiles, et les malheureux noirs qui sont allés se réfugier à la forteresse Monroe peuvent s'attendre à se voir renvoyer lorsque leurs bras ne pourront plus être utilisés, ou lorsqu'il viendra à un général l'idée de bouchier de leur rations. N'a-t-on pas vu à New-York des colonels qui n'avaient que des membres de regiment se piquer réciproquement leurs hommes pour se faire allouer les équipements et les rations d'un régiment complet.

Les vues ces faits, nous concluons que les chefs républicains cesseront, dès que leur fortune sera faite de pousser le gouvernement à la guerre, ou le mettant pas en d'autre but que celui de s'enrichir par le pillage, et la continuation de la guerre pourrait compromettre les bénéfices qu'ils ont déjà recueillis aux dépens de leurs propres concitoyens.

Au commencement de cette crise, nous considérions comme une des éventualités admissibles, dans le cas où M. Lincoln se déciderait à la guerre, une révolution au Nord, et les symptômes qui éclatent de toutes parts nous confirment dans l'opinion qu'une insurrection contre le gouvernement fédéral fera bientôt justice des excès de la clique qui gouverne les Etats-Unis sous le nom d'Abraham Lincoln.

Si cet événement arrive, si le peuple du Nord, revenu au bon sens et à l'esprit de justice, renverse M. Lincoln et ses complices et tend la main au Sud en lui proposant la paix, ce jour là nous pourrons dire avec plus de raison que M. de Gasparin "Voilà un grand peuple qui se relève."

Capture d'une goelette a Mobile.—La goelette *Ad*, qui avait été employée pour allégeur la barque anglaise *Armiel* a été capturée par les chaloupes de la frégate *Niagara*. Le capitaine de la goelette a représenté qu'il était employé au sauvetage de navires anglais, mais le lieutenant du *Niagara* n'a pas voulu admettre d'excuse et a obligé le capitaine et son équipage à abandonner la goelette et à s'en aller dans les canots avec leurs effets personnels. Le goélette a été enlevée par les fédéraux. Les deux steamers qui ont quitté la flotte de fort Pickens sont avec le *Niagara* devant la Pointe Mobile.

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES D'EUROPE.

Arrivée de Fulton.

New York, 10 juin.—Le steamer *Fulton* parti de Southampton le 28 mai, est arrivé avec trois jours de nouvelles d'Europe.

Les ventes de coton à Liverpool pendant les deux derniers jours ont été de 18,000 balles dont 6,000 prises pour la spéculation et l'exportation. Mercredi les ventes ont été de 12,000 balles: le marché est resté ferme.

Les céréales sont lourdes. Le blé était cependant en meilleure demande. La farine était en baisse de 6 d. Le maïs était actif: mêlé à 31 s., jaune à 32 à 32 s 6 d, le blanc de 33 à 34 s.

Les consolidés étaient à 91 1/2 à 91 5/8.

Nouvelles de la guerre.

Washington, 10 juin.—On craint ici que les méridionaux ne s'avancent par la Pointe du Rocher pour encourager une révolte à Baltimore, afin d'attaquer Washington du côté du Maryland avec l'aide des habitants du Maryland, tandis qu'un corps formidable s'avancerait de Manassas Gap. Suivant une autre opinion, il faudrait croire à l'évacuation de Harper's Ferry à l'approche des fédéraux.

Il y a 4000 hommes à Aquia Creek pour la défense des batteries.

On dénie que le général John A. Dix, de New York, donnera bientôt sa démission.

Chase, le secrétaire du trésor, recommandera probablement un emprunt de $250,000,000.

Il s'agira d'ici des mouvements d'un tel caractère qu'on ne peut les rendre publics. On croit que le changement récent de position des méridionaux et l'affaire de Fairfax sont à déplorer, car il en résulte des mouvements de la part des méridionaux qui embarrassent les fédéraux.

Les communications entre Alexandrie et le camp des Confédérés existent toujours.

On parle de M. Etheridge, de Tennessee, comme du prochain greffier de la Chambre des Représentants.

Washington 10 juin—Bien que la tranquillité semble régner au département de la guerre, on y a fait plus de besogne hier que dans aucun autre jour depuis le commencement de la guerre.

Hagerstown, 10 juin—Les méridionaux ont brûlé les ponts à la Pointe au Rocher et au bac de Berlin, et ont saisi tous les esquifs. Tous les ponts sont gardés.

Richmond, 10 juin.—H. A. Wise va commander les Virginiens dans le Nord-Ouest.

Louisville, 10 juin.—Des avis de San Francisco du 26 mai portent que le colonel Crittenden, fils du sénateur, le major Longstreet, de la Caroline du Sud, le lieutenant H. McNeil, du Texas, et plusieurs autres officiers ont donné leur démission et sont partis par la voie du Texas.

La ville de Baltimore et l'Etat du Maryland sont compris dans le district militaire du général McClellan.

Toutes les lettres de Tennessee, excepté celles pour Memphis, sont délivrées; mais on attend à chaque instant l'ordre de les envoyer au bureau des lettres mortes et on fera bien de ne pas envoyer de valeurs par la malle. L'Express ajoute qu'on ne peut porter que les lettres enfermées dans des enveloppes timbrées.

Les steamers Tylor, Lexington et Conway vont être transformés en bâtiments de guerre, avec la machine dans la cale, et les côtes bien des.

France et Haïti.

New-York, 10 juin—Le correspondant parisien du *Times* dit qu'il n'y a pas de raison pour qu'Haïti ne puisse pas avoir bientôt la reconnaissance de l'empereur des Français, exactement comme St Domingue excite la prise de l'Espagne.

Les troupes des Etats-Unis non soldées.

Washington, 10 juin.—Le non paiement des troupes est cause par le manque des rôles de paiement et non par le défaut d'argent.

Le régiment de Rhode Island est parti pour le Sud. Les ouvriers sont occupés à rétablir des wagons. Un grand nombre de chevaux sont dressés pour l'artillerie.

De la Caroline du Nord.

Wilmington, 10 juin.—Une petite commotion a eu lieu hier, à Wilmington, à propos du débarquement de troupes fédérales au port. On pense généralement que la première a été occasionnée par quelques personnes qui ont pris des lumiers fédéraux du bloqueur pour des bâtiments chargés de troupes.

Le *Herald's Standard* annonce que près de 200 compagnies de volontaires d'Etat ont offert leurs services au gouvernement.

La constitution permanente des Etats Confédérés a été ratifiée par la convention d'Etat par un vote unanime.

Volontaires de la Louisiane.

Barnesville, 10 juin.—L'aile droite du sixième régiment des Volontaires Louisianais, composée des compagnies Sabine et Union Rifles, de la Brigade Gist, des Texas Rifles, compagnie A, de la Brigade Irlandaise et des Orleans Rifles, commandée par le lieutenant-colonel Lay et par le major James, est arrivée ici ce soir à deux heures. Les officiers et les soldats sont tous en bonne santé.

Washington, 10 juin.—Dix mille hommes de troupes seront à Baltimore en trente six heures. Cette ville est en fermentation, tous sont préparés à se soulever vigoureusement. Des armes sont transportées de Pennsylvanie dans cette ville.

Il y a une détermination de l'autorité de bombarder la ville du fort Mc Henry, au premier signe de révolte.

De New-York.

New York, 10 juin.—Le *Times* dit que le général Beauregard déclare que son intention est de concentrer 50,000 hommes à Manassas, pour rendre la jonction impremable. Quand les fédéraux se seront opérés dans leur centre de ligne, ils seront obligés de les en avant et les repousser. Le gouvernement a eu en possession plusieurs lettres qui lui prouvent qu'il y a plusieurs traîtres au Nord.

Le gouverneur Hicks a averti le gouvernement du danger qui menace le Capitole du coté du Maryland. Il demande une occupation complète de Frederickville et du renfort pour Baltimore.

Le marshal Bonifant dit qu'il y a 1000 secessionnistes à Baltimore, en possession d'armes cachées, attendant le moment opportun pour se montrer. Les arrestations de secessionnistes et de marchandises continuent à la Rockay House.

De Washington.

Washington, 10 juin.—Les troupes fédérales sont arrivées en Eixand et Ferry, qui est à mobiliser. Le Dr Harper's Ferry.

On dit qu'un frère de Jackson, d'Alexandria, a été pris.

New York, 10 juin.—Le steamer *Marion*, qui est arrivé aujourd'hui, rapporte qu'il a rencontré les Hawkins à Zouaves à Newport News, où le 5e regiment du Massachusetts, un regiment du Vermont, les Scott Life Guards et les Germain Rifles étaient campés.

Refus du colonel Anderson.

Louisville, 10 juin—Le colonel Anderson a refusé le département du Kentucky. Ce département a été mis dans le commandement du général McClellan.

Buckner, des State Guards, et Rousseau, des Home Guards, sont partis pour Cincinnati afin d'avoir une conférence avec McClellan. Les résultats n'en sont pas connus.

Correspondance télégraphique

Louisville, 10 juin.—La dépêche suivante du Dr Grech, président de la compagnie Sud-Ouest, au Dr Flanery, surintendant, est un curieux document; il prouve au bureau de Louisville et la ligne du Sud. Votre rapporteur peut attester tout ce que contient la dépêche, d'après un emploi personnel de quelques mois dans ce bureau et témoigne de la parfaite de son administration et du caractère de ses employés:

Louisville.—Au Dr Flanery, surintendant.

Nile Orleans.

Votre dépêche a été reçue, signalant une lettre adressée à un journal de Paducah, reproduite dans le *Delta* de ce soir, accusant ce bureau de soumettre les dépêches privées aux éditeurs du *Louisville Journal*. En réponse, je puis dire que je n'ai pas connu de chose qui aurait mes les jours depuis une semaine, a été bien autrement mutilée, à l'heure qu'il est, après tant de valse attendre, la moitié des hommes n'ont encore ni armes, ni sacs, ni les chaussures qu'on doit leur fournir.

Les généraux républicains voient les nègres qu'ils ont eu besoin pour exécuter leurs travaux, mais ils refusent de recevoir les femmes et les enfants de ces nègres, car ils ne se soucient pas de nourrir des bouches inutiles, et les malheureux noirs qui sont allés se réfugier à la forteresse Monroe peuvent s'attendre à se voir renvoyer lorsque leurs bras ne pourront plus être utilisés, ou lorsqu'il viendra à un général l'idée de bouchier de leur rations. N'a-t-on pas vu à New York des colonels qui n'avaient que des membres de regiment se piquer réciproquement leurs hommes pour se faire allouer les équipements et les rations d'un régiment complet.

Les vues ces faits, nous concluons que les chefs républicains cesseront, dès que leur fortune sera faite de pousser le gouvernement à la guerre, ou le mettant pas en d'autre but que celui de s'enrichir par le pillage, et la continuation de la guerre pourrait compromettre les bénéfices qu'ils ont déjà recueillis aux depens de leurs propres concitoyens.

Au commencement de cette crise, nous considérions comme une des éventualités admissibles, dans le cas où M. Lincoln se déciderait à la guerre, une révolution au Nord, et les symptômes qui éclatent de toutes parts nous confirment dans l'opinion qu'une insurrection contre le gouvernement fédéral fera bientôt justice des excès de la clique qui gouverne les Etats-Unis sous le nom d'Abraham Lincoln.

Si cet événement arrive, si le peuple du Nord, revenu au bon sens et à l'esprit de justice, renverse M. Lincoln et ses complices et tend la main au Sud en lui proposant la paix, ce jour là nous pourrons dire avec plus de raison que M. de Gasparin "Voilà un grand peuple qui se relève."

Capture d'une goelette a Mobile.—La goelette *Ad*, qui avait été employée pour allégeur la barque anglaise *Armiel* a été capturée par les chaloupes de la frégate *Niagara*. Le capitaine de la goelette a représenté qu'il était employé au sauvetage de navires anglais, mais le lieutenant du *Niagara* n'a pas voulu admettre d'excuse et a obligé le capitaine et son équipage à abandonner la goelette et à s'en aller dans les canots avec leurs effets personnels. Le goélette a été enlevée par les fédéraux. Les deux steamers qui ont quitté la flotte de fort Pickens sont avec le *Niagara* devant la Pointe Mobile.

LE GENERAL BEAUREGARD.—Une lettre adressée le 3 juin de Manassas Junction, au *Richmond Examiner*, contient ce qui suit:

Le général Bonham a rendu le commandement au général Beauregard. Le premier avait su inspirer la confiance la plus absolue aux soldats. Ils sentaient qu'ils avaient en lui un chef brave et chevaleresque qui ne céderait pas un pouce de terrain à l'ennemi. Nous sommes heureux d'apprendre qu'il nous reste avec le commandement en second. Quant au général Beauregard, il n'y a besoin de rien dire. Chacun de nous sent qu'il a eu lui un général bien plus capable qu'aucun de ceux que l'ennemi peut se vanter d'avoir. Tout ce qu'il nous faut maintenant, c'est un champ de bataille et un combat loyal.

FATALE AFFAIRE.—Jeudi dernier, dit la *Gazette* d'Iberville, un italien, tambour dans la compagnie du capitaine G. Leave, *Les Vengeurs de Jackson*, a eu une difficulté avec M. Ansardi qui tient le bac de Plaquemines. Il essaya de lui porter un coup de poignard et M. Ansardi tirant son pistolet le tua du premier coup.

LE PARTI DE LA PAIX.—Le *Day Book* de New York donne une liste de 26 journaux démocrates du Nord opposés à la politique de guerre de M. Lincoln, et il ajoute que les hommes du Nord ne devraient pas s'enrôler dans l'armée de subjugation. Le *Day Book* croit que ces journaux et le sentiment public qu'ils représentent serviront à former le noyau d'un puissant parti de la paix qui ne tardera pas à s'agrandir rapidement.

MILICE FRANÇAISE DE LAFOURCHE.—Nous publions la liste des officiers de cette compagnie, qui ont été élus à la séance du 25 mai dernier. Nous apprenons avec beaucoup de plaisir que cette compagnie nombre déjà soixante membres, et nous croyons qu'avant peu, tous les Français en feront part. Voici la liste des officiers: Capitaine, Louis Berdat; premier lieutenant, B. Dallier; second lieutenant, D. Doua; porte-drapeau, H. Vergez; sergent-major, G. A. Coignet; second sergent, J. Dupré, troisième sergent, M. Labouquière quatrième sergent, J. Minville, premier caporal, F. Celestin; second caporal, F. Marcel; troisième caporal, J. L. Vergez, quatrième caporal, Jos. Adoue, premier clairon, F. Martin, second clairon, F. Moulu, tambour, A. Vergez.

Nous publions avec plaisir la lettre suivante qui nous est adressée par le capitaine De Blanc.

Monsieur l'éditeur de l'*Abeille*.

Monsieur,

Je viens vous demander une place dans vos colonnes pour remercier les officiers du Darby, de la Crew et du chemin de fer des Opelousas de leurs généreuses complaisances pour ma compagnie, la Garde des Attakapas. Il est consolant, au milieu des spéculations qui frappent le soldat de la patrie, de pouvoir constater qu'il y a des cœurs ouverts au patriotisme. Nous nous souviendrons toujours des services et de la libéralité de ces officiers.

J'ai l'honneur de vous saluer.

ALCIBIADE DE BLANC,
Capitaine.

CHRONIQUE LOCALE

Artilleurs Pontonniers d'Orléans.—Cette compagnie, qui a complété son organisation et compte un nombre suffisant de recrues, a reçu hier un magnifique drapeau des demoiselles du second et du troisième district. La bénédiction de ce drapeau aura lieu aujourd'hui au Fronton de l'Amoureux. Nous avons reçu de la part de l'Artillerie une invitation d'assister à cette cérémonie, qui aura un attrait d'autant plus vif que c'est aujourd'hui même que la compagnie entre au service actif de l'Etat.

Le capitaine Modon, n'ayant pas eu le temps d'adresser des invitations particulières, nous prie de son intégrité auprès de tous les officiers de la Légion pour les engager à se considérer comme invités. Le rendez-vous est à la caserne de la compagnie, à cinq heures, rue de l'Hôpital, entre les rues Esplanade et de la Paix.

Première Cour de District.—*Un taxidermiste.*—Henry Brown, qui est en prison depuis cinq mois, a comparu hier à la Première Cour de District. Il était accusé d'avoir mis en circulation de l'argent qui était entre faux.

M. Charles Muller, témoin à charge, propriétaire d'un magasin de l'avenue Gravier, rue des Fronts, déclare que, au dernier jour de la première quinzaine de janvier dernier, Brown, alors soupçonné, en présence du plaignant, six billets pièces en or d'une pistole. "Comment avez vous que ces pièces étaient fausses?" demande l'avocat de District au témoin pour que répondit: cela est, je montrai ... Muller, qui jusque là ne voir déclara qu'elles ne valaient rien.

Il fallait que le ministère public prouvât que les six pièces étaient réellement contrefaites. Un des employés de la compagnie d'Amérique fut donné pour le prouver. Après un examen attentif, déclara au jury, sans hésiter, que les pièces étaient bonnes et qu'on ne avait de sérieux, pourtant, au comptoir de la banque.

Cette était assez les pièces parurent frappé d'étonnement et regardèrent M. Brown qui, en vain, les a d'abandonner qu'à la prononcé. Le magistrat, après avoir ordonné la mise en liberté de Brown qu'en loi avait retenu arrêté depuis cinq mois et dont l'innocence ne saurait, au moins celle de l'enfant qui vient de naître pendant quelques jours, en avait été prouvée, qu'il venait de sortir, et s'étendit assez longuement sur les instructions préliminaires, &c. &c.

Brown, très peu sensible aux marques de sympathies que sa position avait éveillées dans l'auditoire, s'était en sortant, avec une dignité et une fierté qui ne manquaient pas d'étonner. "Liberté chérie, se dit-il, tu es bien ... tu la..."

Nous remarquons à déplorer les sentiments qui agitaient l'âme de Muller, mais comme notre devoir d'indépendant et impartial nous oblige à en signaler ce qui est incorrect à la fraction étourdissante de l'officier de la Banque, nous ajouterons que le dit Muller ne fit donner les pièces et compta chut un bijoutier, orfèvre, après coup, affirma qu'elles étaient fausses. Muller, solvidiquement, partit comme une flèche, laissant (ce qui ne vote vous sera pardon regrettant) arriva bientôt dans l'enceinte de la cour où il venait d'essayer le terrible ... et, d'une voix de Stentor, annonça qu'il avait raison, qu'il devrait formuler une seconde plainte. Le bijoutier appuya tout ce que proclamait le plaignant, mais il était trop tard, Poisson s'était envolé, Brown *a eut incertus*. Bon voyage.

Henry Shaw, déclaré coupable d'assaut et batterie, a été condamné à trente piastres d'amende ou quinze jours de prison.

Wm Emond qui s'est déclaré coupable d'assaut et batterie, a été condamné à dix piastres d'amende ou vingt jours de prison.

Devoest de district n'a pas trouvé bien à poursuivre James Fyland et Frank Keller, accusés d'avoir mis de la fausse monnaie en circulation. Les plaignants sont convaincus aujourd'hui que les prisonniers ont perdu par ignorance.

Andrew Harrington s'est déclaré coupable d'avoir donné un paiement de faux billets de Banque. Deux autres accusations de ce genre pèsent sur lui; mais un avec suffisant, la justice "qui ne se trompe jamais" aura son cours.

Montemayor, le voleur.—MM. G. Schmidt et Job Leopold, associés de Montemayor le voleur ont fait un nouvel effort en faveur de leur client. Ils demandent une nouvelle audition de cause en se basant sur ce que

1—Les témoignages n'ont pas établi que le prévenu soit entré dans le magasin des MM. Barrière ou aide aux complices à s'y introduire.

2—La confession d'Angel Arascal n'a point été convenablement admise.

3.—La déposition d'Angel était fausse et il a fut même rétracté ce qu'il avait dit.

4—Depuis qu'il a été condamné, le voleur a découvert qu'il pouvait prouver, par le témoignage d'un homme, qu'il était chez lui à cinq heures le matin du jour où le tentative de vol eut lieu et qu'il lui était impossible d'arriver au magasin à temps pour aider les autres individus.

L'avocat de district devra faire connaître, le 12 du courant, les raisons pour lesquelles une nouvelle audition ne serait pas accordée.

HAYTI ET ST DOMINGUE.—Madrid, 9 mai.—La *Gazette* publie, d'après la *Gazette de Santo-Domingo*, les procès-verbaux des actes par lesquels les populations ont déclaré vouloir s'annexer à l'Espagne. Une multitude de personnes et les principaux caciques de Cotuy, Cabrera, Samana, Santiago de Santo Domingo, Cebicos, Comun de San José de Ocos, San José de Llamasa, Sabana Mula, Comun de Bartolona, San Antonio de Guerra, San Pedro de Macoris, Bayaguana, Monte Plata, Sabana de la Mar, Santa Cruz del Seybo, Comun de San Juan, province de Santiago y San Lorenzo de Guayabin.

Les journaux de Madrid annoncent, d'une manière formelle, que l'esclavage ne sera pas introduit dans l'ancienne république Dominicaine, et qu'elle sera régie par les lois en vigueur dans les Antilles espagnoles.

Le *Constitutionnel* publie la lettre suivante:

Paris, le 10 mai 1861.

A Monsieur le Rédacteur du Constitutionnel.

Monsieur,

Dans le journal article de votre estimable feuille de ce jour vous avez mentionné la lettre, que le secrétaire de la légation haïtienne à Londres a fait publier dans le *Morning Chronicle* du 8 courant, pour démentir la proclamation du 8 courant, pour démentir la proclamation du président attribuée au président Fabre Geffrard, en date du 18 avril, et que le journal anglais avait insérée dans son numéro du 6; et vous avez fait remarquer, avec raison, que ce n'est pas, "le cas de mettre en doute l'authenticité du document en lui même," dans les lignes qu'il a cru devoir ajouter à la lettre dont il s'agit.

Permettez moi, Monsieur, de vous donner le mot de "l'énigme" que vous n'avez pu trouver dans ces publications; car il importe au gouvernement haïtien, que j'ai l'honneur de représenter près le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français, que l'œuvre d'un *faussaire* ne lui soit pas attribuée dans la position où se trouve la république d'Haïti à l'égard de l'Espagne.

Cette prétendue proclamation est, en effet, une invention du nommé Catilina Nau, se disant avocat d'Haïti, qui habite Paris depuis quatre ans, et qui se trouve, en ce moment, à Londres, où il a osé faire publier cette pièce dans le *Morning Chronicle*, dont il m'a adressé un exemplaire avec ces mots: "C'est un tour de force contre ceux qui prétendent qu'on mon pays vous ne donner à la France.—Londres, 6 mai 1861. (Signé) C NAU."

Avisé d'ailleurs de ce fait audacieux par M. de Fauil, secrétaire par intérim de la légation, haïtienne à Londres, et vu l'absence du ministre résident qui remplit une mission à Madrid, j'ai invité le secrétaire à éclairer le *Morning Chronicle* et à démentir cette proclamation.

Les seuls actes émanés du président d'Haïti à l'occasion des faits passés dans la république dominicaine, sont la protestation que vous avez analysée dans votre journal du 4 mai, et une adresse aux Dominicains; documents que j'ai eu l'honneur de communiquer au gouvernement de S. M. Britannique, par ordre de mon gouvernement, et auxquels il a été fait allusion dans la séance de la Chambre des Communes, le 7 mai.

Je vous serais donc fort obligé, Monsieur, si vous voulez insérer ma présente lettre dans le *Constitutionnel*, afin que le public sache l'exacte vérité sur ces diverses publications.

Recevez, Monsieur, les assurances de la haute considération avec laquelle je me souscris,

Votre obéissant serviteur,
Le ministre résidant d'Haïti,
B. ARDOUIN.

ITALIE.—D'après l'*Espero* de Turin du 10, le ministre de la guerre a terminé l'étude du projet de la conscription militaire en Sicile. Il sera présenté au parlement dès que le même sera approuvé la loi relative à la levée dans les provinces napolitaines, déjà votée par la chambre des députés. Le contingent demandé pour la Sicile s'élèverait à 10,000 hommes.

Turin, 10 mai.

Le 5 de ce mois, anniversaire du départ des mille, conduits par Garibaldi vers un point inconnu du Midi, a eu lieu, à Gênes, le mariage de Mlle Téréséta, fille de l'ex dictateur, avec le major Cairoli, des carabiniers génois. Par carabiniers il ne faut pas entendre gendarmes, comme dans le reste de l'Italie. Il existe un tirnational à Gênes, à l'imitation de ceux de la Suisse; les membres s'intitulent carabiniers, et c'est cette société qui, l'année passée, a fourni à l'expédition ses meilleurs soldats.

Mlle Garibaldi est fort gracieuse, elle a vingt ans.

Marseille, 10 mai.

Le *Journal officiel* de Naples, en date du 7, annonce qu'une bande d'insurgés venant des Etats romains a été dispersée ou fusillée à Monticelli. Une lettre ajoute qu'une collision a éclaté dans la ville de Fondi entre les réactionnaires et les Piémontais; les premiers se sont réfugiés dans les montagnes.

Trois brigades ont été dirigées de Naples et de Gaëte sur les provinces de Fondi et d'Aquila. L'armée serait portée à cinquante mille hommes pour en finir avec l'insurrection.

On écrit de Rome que le prince de Chigny, nonce du Saint Siège à Munich, serait nommé à Paris. On l'aurait déjà agréé.

Le tirage de la loterie pontificale était fixé au 9 mai.

Des troupes françaises et pontificales ont repoussé des réfugiés napolitains revenant dans les Abruzzes sous le commandement de Chiavone, mais ils ont pénétré vers Fondi.

Vienne, 10 mai.

Demain commence la discussion de l'Adresse dans la chambre des députés.

Vienne, 10 mai.

Tous les Vénitiens qui ont été nommés députés au *Reichsrath* ont refusé parce qu'ils ne entraient reconnaître l'expression de l'opinion du pays dans les élections faites par quelques communes seulement.

A propos des manifestations qui ont eu lieu à Rome, l'*Abeille du Nord* cite le fait suivant:

D'après cette dépêche, les Romaines seraient encore plus disposées en faveur de l'union que les Romains eux mêmes. Comme gage de leur attachement, un grand nombre d'entre elles portent des brochés sur lesquelles est peint le portrait de Victor Emmanuel. A l'une des dernières représentations du théâtre d'Apollon, trois de ces dames tirent mieux encore.

Enveloppées, l'une d'un châle rouge, l'autre d'un châle blanc, la troisième d'un châle vert, elles s'étaient fait ouvrir une première loge de face. A peine assises, elles se découvrirent les épaules et étalèrent leurs châles devant elles dans cet ordre: rouge, blanc, vert, figurant ainsi le drapeau sardo, à la grande joie des spectateurs et de ces dames. Malheureusement, elles ne pourent pas longtemps de leur succès, un gendarme apparut qui les pria, poliment d'ailleurs, de faire disparaître cet étalage par trop symbolique.

LA QUESTION D'ORIENT.—Un télégramme de Paris résume ainsi une réponse importante du sénat français.

Paris, jeudi matin 6 mai.

M. Billault a lu au sénat le message des événements de Syrie. La quasi impuissance de la Turquie oblige les grandes puissances à une extrême circonspection. Il a rappelé les négociations qui ont précédé notre occupation, la guerre a été prolongée jusqu'à juin, malgré quelques objections. L'Angleterre a consenti à cette prolongation que sous la condition expresse que ce serait le dernier terme.

En ce qui concerne la restauration de la Syrie, le gouvernement français a des raisons sérieuses de supposer que la combinaison d'un chef unique chrétien, administrant la population entière de la Montagne, a de grandes chances d'être adoptée.

Les seuls choses à faire est donc d'exécuter la convention et d'évacuer la Syrie au juin. Si le retrait des troupes françaises a de fâcheuses conséquences, il ne trouvera pas ces dernières puissances qui accepte une grande responsabilité. Si le sang coule, parce qu'on aura méconnu nos conseils, nous prendrons l'Europe à témoin, a dit M. Billault, de l'immense responsabilité qu'elle aura encourue.

Ces paroles ont produit une vive sensation et ont été accueillies avec approbation.

Ce n'est pas la France, ajoute le ministre, qui évacue la Syrie, c'est l'Europe. Quand la France soutient sa propre cause, quand elle ... liberté d'action, elle ne recule pas. (Approbation.)

Maintenant, qu'elle sera la conduite de l'Empereur? La France n'oublierai pas son devoir. Avec les transports envoyés pour ramener les troupes, partiront six vaisseaux qui resteront dans les eaux de Beyrouth, et dont la présence intimidera les mauvais gens. L'Angleterre a commandé de cette mesure, elle y associe son pavillon. Rotten dans le Levant a reçu du notre et de celui de la Russie. En outre, si la nécessité exige d'autres mesures, on y pourvoira.

M. Billault a donné lecture au Sénat de la circulaire de M. Thouvenel, du 3 mai, rédigée en termes fermes et exposant la conduite que tiendra la France.

Il a terminé en disant que la France, attachée du mandat européen en Syrie, reconnaît que le pays ne peut pas se demander au Sénat de lui refuser les moyens de maintenir l'ordre du jour sur la pétition. Une grande émotion a suivi ce discours.

Le ministère en disant que la France, attachée du mandat européen en Syrie, reconnaît que le pays ne peut pas se demander au Sénat de lui refuser les moyens de maintenir l'ordre du jour sur la pétition. Une grande émotion a suivi ce discours.

Il a terminé